KONFERENZ DER KANTONSREGIERUNGEN
CONFERENCE DES GOUVERNEMENTS CANTONAUX
CONFERENZA DEI GOVERNI CANTONALI
CONFERENZA DA LAS REGENZAS CHANTUNALAS

Résumé

Étude de Sensoradvice et Sotomo, octobre 2021

Le mandat confié par la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) portait sur la question de savoir ce que la Suisse veut véritablement en matière de politique européenne. Utilisant des ***méthodes d'analyse du discours***, l'étude *Perspektiven im Europadiskurs* tente d'esquisser de nouvelles perspectives. Deux corpus de textes ont été définis : l'un composé de communiqués de presse émanant d'acteurs de la politique européenne (discours des acteurs), l'autre de textes publiés dans les médias (discours des médias). Les deux ont été analysés à partir de méthodes quantitatives et mathématiques, et interprétés à l'aide de méthodes qualitatives. L'objectif était d'obtenir une ***vue d'ensemble du débat public consacré à la politique européenne entre 2011 et 2021*** et de comprendre comment les acteurs politiques et les médias traitent de cette thématique.

1. Résultats : les rapports juridiques et l'immigration dominent le débat

L'analyse met en lumière les secteurs politiques et les sujets qui dominent le débat public sur la politique européenne de la Suisse :

- Le domaine ***rapports juridiques***, à savoir les réglementations contractuelles et techniques des relations Suisse-UE, ***prend toujours plus de place dans le débat,*** jusqu'à l'arrêt des négociations. L'accent est principalement mis sur l'accord-cadre et ses points litigieux.
- Le domaine ***immigration***, qui comprend la libre circulation des personnes et la protection des salaires, représente le plus grand point de discorde. Il perd cependant en importance après le débat sur l'initiative populaire fédérale « Contre l'immigration de masse ». Pendant les consultations sur l'accord-cadre, la couverture médiatique porte davantage sur la protection des salaires.
- Le domaine ***commerce*** couvre l'accès au marché, le libre-échange et la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité (ARM) ; sa présence dans le débat est constante mais en légère baisse ; il est derrière le domaine immigration.
- Les domaines ***sécurité intérieure*** et ***finances/impôts*** sont assez peu présents. De légers pics sont observés au fil de l'actualité, par exemple lorsqu'il est question de la reconnaissance de l'équivalence boursière, qui touche au domaine des finances. Les thèmes liés à la sécurité occupent une place relativement importante dans la couverture par les médias romands.
- Ces dernières années, le domaine ***recherche*** occupe une place toujours plus importante dans le débat. Cela s'explique par le fait qu'il est possible de communiquer de manière claire et compréhensible sur la

menace que représente l'abandon de l'accord-cadre pour l'association de la Suisse à la recherche européenne.

- Les domaines ***environnement/énergie/transports*** et ***santé/alimentation*** n'apparaissent (quasiment) pas dans le discours des acteurs politiques. On constate cependant une faible tendance à la hausse : la pandémie a démontré l'importance de la collaboration avec les pays de l'UE dans les domaines de la santé et de la numérisation, et le débat sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique sans accord sur l'électricité illustre concrètement que des solutions doivent être trouvées car de nombreuses problématiques ne s'arrêtent pas aux frontières.
- Il ressort de la ***fréquence de publication et de la visibilité des acteurs dans le débat public*** que le gouvernement fédéral et les partis sont les plus représentés dans le débat médiatique sur l'Europe, sachant que dans le cas des partis, les médias rendent davantage compte des avis critiques et négatifs. En ce qui concerne la visibilité des milieux économiques et des partenaires sociaux, economiesuisse et l'Union syndicale suisse (USS) font jeu égal.
- Le ***discours dans les médias*** reprend les thématiques des acteurs politiques, en **plaçant** toutefois **d'autres accents** et en personnalisant le débat. En ce qui concerne les différences régionales-linguistiques, on constate que les médias romands privilégient d'autres sujets que les médias alémaniques et qu'ils couvrent davantage les thèmes environnement/énergie/transports et santé/alimentation.

2. Conclusions : que veut la Suisse ?

- Le débat sur l'Europe mené au cours des dix dernières années est avant tout axé sur les problèmes et les procédures et non sur le potentiel que recèle la politique européenne et sur les intérêts de la Suisse : aussi est-il essentiellement question de ce que la Suisse *ne veut pas*. Les questions de détail dominent, alors que les médias procèdent à une forte personnalisation.
- De par leur rôle, les médias influencent l'opinion dans le débat sur la politique européenne : ainsi, la protection des salaires est avant tout un sujet couvert par les médias, qui attirent l'attention sur une position défendue par un faible nombre d'acteurs.
- Les domaines « sécurité intérieure », « environnement/transports/énergie » et « santé/alimentation » reviennent plus souvent dans le discours des médias romands que dans celui des autres régions linguistiques. Les « rapports juridiques » y occupent aussi une bonne place, mais moins marquée.
- Pour ce qui est du débat médiatique sur l'Europe, les influenceurs sont le gouvernement fédéral et les partis. Du côté de l'économie, l'Union syndicale suisse et economiesuisse font jeu égal. Le mécanisme *InputOutput*, c'est-à-dire les domaines politiques que les acteurs abordent et qui sont repris par les médias, est étonnamment cohérent.
- Les contenus politiques axés sur l'avenir et qui ont trait à des sujets concrets pour la population et la Suisse sont absents du débat. Ainsi, les domaines les plus actuels « environnement/énergie/transports » et « santé/alimentation » reviennent très peu dans le débat sur la politique européenne, que ce soit dans

le discours des acteurs ou dans celui des médias. Dans le discours des médias, seule la pandémie a fait ressortir l'importance du contexte européen en matière de santé. Ces domaines sont un peu plus souvent couverts par les médias de Suisse romande et du Tessin que ceux de Suisse alémanique.

- Les sujets urgents et importants dans le contexte actuel ne sont ni repris ni traités par les acteurs et les médias, pas plus qu'ils ne sont présentés comme des questions pertinentes pour la politique européenne : or, la situation actuelle est une fenêtre d'opportunité dont il faut profiter pour clarifier au niveau national la question des relations de la Suisse avec l'UE et des sujets à aborder.
- La Suisse a besoin d'un narratif d'avenir pour façonner et négocier ses relations avec l'UE : les relations juridiques ont dominé le débat. L'arrêt des négociations y a mis un terme, l'occasion de désormais se tourner vers un dialogue en politique intérieure axé sur le « quoi » et le « pourquoi » (domaine politique) et non sur le « comment » (cadre juridique).